



Priorités établies par les membres du Conseil national du débat au sein des recommandations de ses groupes de travail 13 juin 2013

En réponse à la demande formulée lors de la séance du Conseil national du 23 mai concernant la hiérarchisation des recommandations des groupes de travail, 36 membres du Conseil (voir liste en annexe 1) ont transmis leurs propositions au 13 juin.

Parmi ces 36 membres, 29 des 42 organisations membres du Conseil hors Etat ont répondu (employeurs : 4/4, syndicats : 3/5, ONG environnementales : 9/11, autres personnes morales : 8/16, élus locaux : 5/6), ainsi que 5 parlementaires, l'ADEME et le Ministère de l'Outre-Mer.

Le format des réponses a été diversifié. Certains ont sélectionné, comme demandé, une courte liste parmi les 273 recommandations issues des groupes de travail. La plupart des répondants en ont sélectionné plus (jusqu'à une trentaine), mais généralement en les regroupant par grands thèmes homogènes. Enfin, quelques rares contributions ne se référaient pas directement aux recommandations des groupes de travail.

La première partie du présent document synthétise les principaux enseignements qui peuvent être tirés de l'analyse des thèmes clefs cités (englobant plusieurs recommandations détaillées). La deuxième partie restitue quant à elle les recommandations détaillées qui ont été les plus citées. Ces 2 analyses tiennent compte à la fois du nombre de réponses reçues et de l'étendue de leur répartition entre collègues.

En complément, l'annexe 2 restitue l'exhaustivité des recommandations détaillées citées. Enfin, l'annexe 3 compile les documents envoyés par les répondants.

Le Secrétariat général du débat tient enfin à rappeler qu'il s'agit là d'un exercice de hiérarchisation des recommandations. Les recommandations qui ne sont pas citées ne doivent donc pas être considérées comme non consensuelles. Elles ne sont simplement pas largement considérées comme étant les plus prioritaires.

1) Thèmes clefs prioritaires

- Une priorité se détache clairement : le lancement d'un plan ambitieux de **rénovation énergétique du parc de bâtiments existants**. Parmi les 36 membres du Conseil qui ont réalisé l'exercice, 27, répartis dans l'ensemble des collègues, ont retenu cet objectif clef, en l'assortissant le plus souvent de la nécessité d'élaborer une feuille de route clarifiant la nécessité de rénover l'ensemble du parc d'ici à 2050, précisant le niveau de performance énergétique à atteindre, et les conditions et moyens d'y parvenir.

Parmi ces 27 membres, 12 recommandent la mise en place d'une obligation de rénovation à certaines étapes clefs et/ou d'une obligation progressive et graduée.

8 membres ajoutent qu'il est particulièrement prioritaire d'accélérer le rythme des travaux contre la précarité énergétique.

- La deuxième priorité, citée 21 fois et répartie dans l'ensemble des collèges à l'exception du collège employeurs, est la mise en place d'une fiscalité environnementale. Parmi ces réponses, la **contribution climat-énergie** est citée 19 fois. La plupart des acteurs qui ont cité cette mesure l'ont assortie de recommandations d'accompagnement des acteurs les plus exposés : ménages modestes et entreprises énérgo-intensives.
- La troisième priorité, citée 17 fois et répartie en 5 collèges concerne la **réduction de l'impact des transports**. Bien qu'apparaissant comme un thème clef, on peut noter un contraste entre cette troisième position et les contributions citoyennes exprimées sur le site internet du débat, qui placent ce sujet en tête. De nombreux leviers d'action ont été cités. Ceux qui sont le plus souvent considérés comme prioritaires relèvent des politiques d'urbanisme et d'infrastructures :
 - L'orientation des investissements d'infrastructures au profit de celles qui portent la transition énergétique (12 citations). La plupart de ceux qui ont retenu cette recommandation l'ont assortie d'un moratoire sur les projets d'infrastructures autoroutières et aéroportuaires ;
 - La réduction des distances parcourues, grâce à des politiques d'urbanisme comme la modulation du PTZ+ en fonction de critères de desserte par les transports en commun, de proximité des services et/ou de mobilité sociale (11 citations) ;
 - Le développement des transports collectifs (8 citations) ;
 - L'encouragement du transport de marchandises par les voies navigables et ferroviaires existantes (8 citations) ;
 - Le réalignement de la taxation du diesel sur celle de l'essence (6 citations).
- A égalité, 17 membres du Conseil répartis sur 5 collèges considèrent qu'il est prioritaire de **définir une trajectoire à long terme**. Parmi eux, 12 membres (toujours répartis en 5 collèges) précisent que la trajectoire de demande doit être réduite d'un facteur 2 à horizon 2050, de manière à atteindre l'objectif de facteur 4 sur l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre à cet horizon. 3 autres membres ne retiennent pas directement cette recommandation mais constatent que les trajectoires disponibles montrent qu'il est nécessaire, pour atteindre cet objectif, de réduire la demande entre -20% et -50% à horizon 2050, et que toutes les trajectoires n'atteignent par le facteur 4 tous gaz à effet de serre confondus.
- En termes de mix énergétique, 14 membres du Conseil répartis en 5 collèges privilégient une trajectoire robuste face aux risques et incertitudes, jouant sur un **mix énergétique diversifié**, à faibles émissions de gaz à effet de serre et fort contenu en emplois et sur une demande maîtrisée en tirant partie des meilleures technologies sur la durée, en respectant les engagements de la France.

Parmi eux, 12 membres répartis en 3 collèges rappellent l'engagement du Président de la République de réduire la part du nucléaire dans l'électricité à 50% à horizon 2025, dont 9 demandent de manière prioritaire la mise en œuvre d'une étude sur les façons d'atteindre cet objectif.

Concernant les énergies renouvelables, la priorité est donnée à la définition d'un cadre réglementaire simple, lisible et prévisible.

- 14 membres du Conseil répartis en 4 collèges considèrent qu'il est prioritaire de décentraliser la mise en œuvre de la transition énergétique par un **renforcement des compétences des territoires**. Certains d'entre eux mettent notamment en avant la bonification des tarifs d'achat EnR pour les projets portés par les collectivités et une mutualisation des recettes générées à l'échelle territoriale.
- Enfin, on peut noter que 8 membres du Conseil répartis en 4 collèges privilégient, pour inciter à l'efficacité énergétique, une politique lisible et prévisible de « **signal-prix** ».
- La question des sources de financement ne peut être analysée de la même manière que les autres thèmes clefs puisqu'elle recouvre de très nombreuses modalités et propositions. On peut cependant noter, parmi les citations des 17 acteurs répartis en 6 collèges sur ce thème, les actions suivantes :
 - Mobiliser une plus grande part de l'**épargne réglementée** (Livret A, Livret développement durable) au service de la transition énergétique (9 citations) ;
 - Faire de la **BPI** l'outil central du financement de la transition énergétique des entreprises (6 citations) ;
 - Etudier l'opportunité de créer un **fonds public indépendant dédié au démantèlement du nucléaire** et affecté à la transition énergétique (6 citations).

2) Recommandations détaillées prioritaires

Les membres ayant répondu ont retenu 137 propositions parmi une liste de 273 recommandations issues des groupes de travail.

Les recommandations suivantes ont été retenues comme prioritaires par un grand nombre d'organisations (de 8 à 19 organisations), y compris par des organisations représentant différents collèges. Elles sont classées selon le nombre de réponses et le nombre de collègues représentés dans ces réponses :

- *Mise en place d'une contribution climat énergie afin de taxer la consommation d'énergie non-renouvelable (pour les émissions d'origine énergétique) et les émissions directes de gaz à effet de serre (pour les autres émissions). Tous les gaz à effet de serre doivent être pris en compte, et non seulement le CO₂ (GT1) **LPO, FNE, WWF, GERES, ADEME, RAC, REFEDD, FNH, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, CFDT¹, CLER, ADCF, ACUF, ARF, 4D, AE, H&B (19 membres, 6 collèges)***
- Elaborer une feuille de route nationale clarifiant la nécessité de rénovation de l'ensemble du parc bâti d'ici à 2050, précisant le niveau de performance énergétique à atteindre, les conditions économiques et les moyens d'y parvenir en donnant à tous les acteurs la visibilité nécessaire (GT1) **UPA, CGT, Roland COURTEAU², WWF France, GERES, RAC, MEDEF,**

¹ Contribution Climat Energie ou un équivalent avec une nouvelle CSPE (toutes énergies). Nécessite des correctifs sociaux envers les ménages modestes et des aides transitoires à l'investissement pour améliorer l'efficacité énergétique Si nécessaire, des taxes aux frontières de l'Europe doivent pénaliser les produits non respectueux des engagements internationaux sur l'environnement ou la santé (protocole de Kyoto et normes de l'OIT).

² Rénovation de grande envergure des bâtiments existants avec prise en compte des ménages en situation de précarité énergétique

REFEDD, FNH, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, ADCF, ACUF, ARF, 4D, AE, H&B (18 membres, 6 collèges)

- Privilégier une trajectoire robuste face aux risques et aux incertitudes, jouant sur un mix énergétique diversifié, à faibles émissions en gaz à effet de serre et fort contenu en emplois, et sur une demande maîtrisée en tirant partie des meilleures technologies sur la durée, en respectant les engagements de la France. (GT2) **CGT, LPO, FNE, WWF France, GERES, RAC, MEDEF, REFEDD, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, AE, H&B (13 membres, 5 collèges)**
- *Viser le facteur 2 en énergie en complément du facteur 4 sur tous GES à l'horizon 2050 (GT2)* **LPO, FNE, WWF France, ADEME, RAC, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, CFDT, AE, FNH, GERES (12 membres, 5 collèges)**
- Définition dans le SCoT ou le PLU les secteurs pour lequel le PTZ+ serait accordé ou plus important que dans d'autres zones, en fonction de critères de desserte par les transports en commun, de proximité aux services et/ou de mixité sociale (GT1) **FNAUT, LPO, RAC, FNH, AE, GERES, REFEDD, WWF, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, H&B (12 membres, 4 collèges)**
- Mobilisation d'une plus grande part de la collecte de l'épargne réglementée (LDD et livret A) au profit du financement d'investissements de la transition énergétique (GT4) **UPA, ADEME, RAC, FNH, CFDT, ADCF, ACUF, ARF, AE (9 membres, 5 collèges)**
- Décentraliser la mise en œuvre de la transition énergétique en renforçant les compétences des territoires (GT5) **Jean-Claude MERCERON, Roland COURTEAU³, AMF, FNE, RAC, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, CLER, ADCF, ACUF, ARF, 4D, AE (14 membres, 3 collèges)**
- Considérer les scénarios sous un angle global toutes énergies et tous GES, combinant une réflexion et des leviers d'action à la fois sur l'offre et la demande, en visant des trajectoires ambitieuses et « sans regret »⁴ pour la maîtrise de l'énergie (MDE). (GT2) **LPO, FNE, WWF France, GERES, RAC, REFEDD, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, CLER, AE, H&B (12 membres, 3 collèges)**
- Privilégier une politique lisible et prévisible de « signal-prix » qui incite à l'efficacité énergétique (GT7) **CFE-CGC, FNAUT⁵, Jean-Claude MERCERON, FNE, MEDEF, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC (8 membres, 5 collèges)**
- Lancer une étude pluraliste de faisabilité pour préciser les diverses trajectoires permettant d'atteindre l'objectif de 50% de nucléaire en 2025 et leurs conséquences, notamment économiques, sociales et environnementales. Elle devra être disponible pour éclairer les parlementaires avant l'examen du projet de loi d'orientation sur la transition énergétique. (GT2) **LPO, FNE, WWF France, REFEDD, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, AE, RAC (9 membres, 3 collèges)**
- *Orientation des investissements au profit d'infrastructures qui portent la transition énergétique (GT1)* **FNAUT⁶, WWF France, GERES, REFEDD, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, H&B, FNH (9 membres, 3 collèges)**

³ Décentraliser la mise en œuvre de la transition énergétique en élargissant les compétences des collectivités territoriales

⁴ Le groupe intergouvernemental d'évaluation du climat (GIEC) préconise de mettre en œuvre des mesures « sans regret » pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. On les appelle parfois mesures « utiles en tout état de cause ». Ce sont celles dont les bénéfices, tels que les économies d'énergie et les réductions de la pollution sur le plan local ou régional, sont au moins égaux à leur coût pour la société, quels que soient les avantages apportés par l'atténuation des incidences de l'évolution du climat.

⁵ La FNAUT comprend que cela inclut les écotaxes (taxe carbone, taxe kérosène, hausse de la TICPE sur le gazole, écotaxe poids lourds).

- *Etendre l'obligation de rénovation énergétique à l'ensemble des bâtiments existants et déterminer les conditions techniques, juridiques et financières rendant ce principe acceptable et opérationnel (GT1) **LPO, ADEME, RAC, FNH, CFDT⁷, CLER, 4D, AE (8 membres, 3 collègues)***
- Accélérer le rythme des travaux contre la précarité énergétique (GT4) **PACT, Roland COURTEAU, FNE, FAP, GERES, FNH, 4D, H&B (8 membres, 3 collègues)**

Par ailleurs, les recommandations suivantes ont été retenues par 4 à 7 organisations :

- Instaurer une fiscalité écologique au service de la transition énergétique (GT4) **CFE-CGC, Roland COURTEAU⁸, FNE, ADCF, ACUF, ARF (6 membres, 4 collègues)**
- Organiser la détection et l'action dans la lutte contre la précarité (GT5) **CGT, FNE, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, FNCCR (6 membres, 4 collègues)**
- Adopter un programme d'investissement volontariste dans l'efficacité énergétique en mettant en place les outils d'accompagnement qui rendent économiquement exploitables les potentiels identifiés par le GT1 et en mobilisant les financements publics (BEI, BPI,...). (GT2) **CGPME, Jean-Claude MERCERON, FNE, MEDEF, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC (7 membres, 3 collègues)**
- *Bonifier les tarifs d'obligation d'achat EnR, lorsque le projet de production d'électricité fait l'objet d'une participation majoritaire d'une ou plusieurs collectivités territoriales, de citoyens et d'acteurs locaux. Par ailleurs, une partie substantielle des recettes induites par le projet (tarif d'achat, garanties d'origine) devra être mutualisée à l'échelle territoriale et affectée aux politiques de maîtrise de l'énergie. De manière générale, le dispositif d'obligation d'achat doit être stabilisé pour davantage de lisibilité pour les monteurs de projets. (GT3) **FNE, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, ADCF, ACUF, ARF (7 membres, 3 collègues)***
- Faire de la Banque publique d'investissement (BPI) un outil central du financement de la transition énergétique pour nos entreprises, via une doctrine d'intervention renforcée et des supplémentaires dédiés (GT4) **UPA, GERES, RAC, REFEDD, FNH, AE (6 membres, 3 collègues)**
- Mettre en œuvre une offre globale de rénovation pour les particuliers à travers des plateformes locales de rénovation rassemblant l'ensemble des acteurs de l'information et de l'accompagnement, de la mise en œuvre et du financement (GT1) **CCI de France, FNE, ADEME, FNCCR (4 membres, 4 collègues)**
- Mettre en place rapidement les dispositifs d'éco-conditionnalité dans la filière construction, assortis d'éco-avantages pour accélérer la qualité des opérations d'amélioration énergétique et la formation des acteurs de la filière rénovation (GT1) **CGPME, FNE, ADEME, REFEDD (4 membres, 4 collègues)**
- Améliorer les dispositifs existants (CIDD, écoprêt à taux zéro, aides Anah, CEE,...) (GT4) **CGPME, PACT, UPA, AMF, MEDEF (5 membres, 3 collègues)**
- Donner la priorité dans le mix énergétique aux énergies les plus intensives en emplois, non épuisables, permettant la meilleure maîtrise des prix et favorisant les investissements sur le territoire national, et dans les territoires au plus près des consommations. (GT7) **FNE, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, FNSEA (5 membres, 3 collègues)**

⁶ Pour favoriser un transfert vers des modes de transport moins consommateurs et moins polluants, il faut que les décisions relatives à la création des infrastructures se fassent en intégrant pleinement ces critères. (rapport du GT2 présenté au CNDTE le 25 avril 2013)

⁷ Pour la CFDT, il s'agit d'une extension de l'obligation au secteur tertiaire

⁸ Mise en place d'une fiscalité juste au service de la transition énergétique

- *Limitation des vitesses sur les autoroutes (130 à 120 ou 110 km/h) sur les routes (de 90 à 80 km/h) et en ville (de 50 à 30 km/h) sur 80% de la superficie des zones urbaines et 50 km/h sur leur partie la moins centrale (GT1) **FNAUT⁹, ADEME, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC (5 membres, 3 collègues)***
- Un cadre réglementaire simple, lisible, stable, proportionné et cohérent avec les objectifs fixés. (GT3) **CGPME, UPA, RAC, MEDEF, CLER, 4D, AE (7 membres, 2 collègues)**
- *« Un moratoire sur tout projet aéroportuaire, autoroutier et routier est demandé par de nombreux acteurs, de sorte à assurer que les investissements d'infrastructures soient véritablement bénéfiques à la transition énergétique. Certains acteurs sont favorables à une logique de priorité en faveur des investissements concourant à la transition énergétique plutôt que de moratoire¹⁰. » **RAC, FNH, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, LPO, AE (7 membres, 2 collègues)***
- Création d'une obligation de service public de gestion de données de consommations (GT5) **AMF¹¹, ADEME, ACUF, CLER (4 membres, 3 collègues)**
- *Appliquer le taux réduit de TVA de 5% aux travaux de rénovation incluant les services d'efficacité énergétique au même titre que les produits et services de première nécessité (GT1) **CGPME, PACT, UPA, FAP, GERES (5 membres, 2 collègues)***
- Mise en place d'un bouclier énergétique global (GT4) **PACT, FNE, FAP, GERES, 4D (5 membres, 2 collègues)**
- S'appuyer sur les Régions pour mettre en place les dispositifs d'information (guichet unique) et de financement (SEM, etc...) nécessaires au déploiement à grande échelle de la rénovation thermique des bâtiments (GT1) **RAC, CFDT¹², CLER, AE (4 membres, 2 collègues)**
- Intégrer dans la future CNTE une commission « emplois, formation et transition professionnelle ». (GT6) **CGT, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC (4 membres, 2 collègues)**
- Renforcer et réformer le Conseil supérieur de l'énergie. Sous le nom de « Conseil supérieur d'orientation de la transition énergétique (GT5) **CPU¹³, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC (4 membres, 2 collègues)**
- Afficher l'amélioration de la compétitivité de notre économie comme une priorité de la transition énergétique (GT7) **CPU¹⁴, UPA, CCI de France, MEDEF (4 membres, 2 collègues)**
- *Renforcer et pérenniser le fonds chaleur et mettre en œuvre un fonds de soutien à la mobilisation de la biomasse-énergie, de manière à permettre de maintenir le rythme actuel de développement de la chaleur renouvelable dans les réseaux de chaleur et atteindre l'objectif national de 3,2 Mtep en 2020 puis 5 Mtep en 2025. (GT3) **ADEME, ADCF, ACUF, ARF (4 membres, 2 collègues)***
- *Créer une CSPE sur les factures de gaz, de fioul (voire chaleur) et affecter la recette supplémentaire aux actions de maîtrise de l'énergie dans le cadre du service public départemental de lutte contre la précarité énergétiques mais aussi au financement partiel des tarifs d'achat pour la cogénération gaz et biogaz. (GT3) **CLER, ADCF, ACUF, ARF (4 membres, 2 collègues)***

⁹ La FNAUT privilégie les mesures d'abaissement de la vitesse de 10 km/h hors agglomérations

¹⁰ Proposition RAC issue des travaux GT1

¹¹ Obligation de service public de gestion de données de consommations, toutes énergies confondues

¹² Une offre globale et préfinancée dans une structure territoriale pilotée par la collectivité publique et apportant dans un guichet unique diagnostics, préconisations, montage financier, certifications et garanties. Ce service régional de l'efficacité énergétique doit comprendre un tiers financeur

¹³ En intégrant la CPU dans le CA (Proposition CPU)

¹⁴ Par l'enseignement supérieur et la recherche (proposition de complément CPU)

- Proposer des perspectives de long terme (2030, 2050) plus ambitieuses pour chaque filière EnR. (GT3) **LPO, FNE, WWF France, RAC, AE (5 membres, 1 collègue)**
- KfW à la française pour disposer de ressources amont à bas coûts (GT4) **FNE, RAC, AE, FNH (4 membres, 1 collègue)**
- Objectifs à 2030 : demander au Gouvernement d'intervenir au niveau de l'Union européenne pour que celle-ci se fixe, en cohérence avec ceux retenus en France, des objectifs ambitieux et globaux en matière d'efficacité énergétique, de développement des ENR et de réduction des GES. Certaines organisations représentant les employeurs souhaitent, plutôt qu'une combinaison d'objectifs, un seul objectif prioritaire sur les GES (GT2) **LPO, FNE, RAC, AE (4 membres, 1 collègue)**
- Rendre possible la définition de critères d'efficacité énergétique dans les documents d'urbanisme pour permettre aux collectivités territoriales de s'assurer de la bonne application des normes techniques applicables aux bâtiments. (GT5) **ADCF, ACUF, ARF, FNCCR (4 membres, 1 collègue)**

Annexe 1 : Liste des 36 organisations ayant transmis leur priorité au 13 juin 2013

4D
ACUF
ADCF
ADEME
Agir pour l'environnement (AE)
AMF
APCA
ARF
Denis Baupin
CCI de France
CFDT
CFE-CGC
CGPME
CGT
CLER
Yves Cochet
CPU
Ronan Dantec
FAP
FNAUT
FNCCR
FNE
FNH
FNSEA
GERES
Humanité et Biodiversité (H&B)
LPO
MEDEF
Jean-Claude Merceron
Ministère de l'Outre-Mer (MOM)
PACT (Bâtisseurs de solidarité pour l'habitat, membre de l'UNIOPSS)
RAC
REFEDD
Roland Courteau
UPA
WWF France

Annexe 2 : Priorités établies par les membres du Conseil national au sein des recommandations des groupes de travail par questions du débat et par ordre de mérite

1. Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ?

Priorités proposées par 18 organisations

- Elaborer une feuille de route nationale clarifiant la nécessité de rénovation de l'ensemble du parc bâti d'ici à 2050, précisant le niveau de performance énergétique à atteindre, les conditions économiques et les moyens d'y parvenir en donnant à tous les acteurs la visibilité nécessaire (GT1) **UPA, CGT, Roland COURTEAU¹⁵, WWF France, GERES, RAC, MEDEF, REFEDD, FNH, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, ADCF, ACUF, ARF, 4D, AE, H&B**

Priorités proposées par 8 organisations

- Privilégier une politique lisible et prévisible de « signal-prix » qui incite à l'efficacité énergétique (GT7) **CFE-CGC, FNAUT¹⁶, Jean-Claude MERCERON, FNE, MEDEF, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC**
- *Etendre l'obligation de rénovation énergétique à l'ensemble des bâtiments existants et déterminer les conditions techniques, juridiques et financières rendant ce principe acceptable et opérationnel (GT1) **LPO, ADEME, RAC, FNH, CFDT¹⁷, CLER, 4D, AE***

Priorités proposées par 6 organisations

- Organiser la détection et l'action dans la lutte contre la précarité (GT5) **CGT, FNE, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, FNCCR**

Priorités proposées par 5 organisations

- *Limitation des vitesses sur les autoroutes (130 à 120 ou 110 km/h) sur les routes (de 90 à 80 km/h) et en ville (de 50 à 30 km/h) sur 80% de la superficie des zones urbaines et 50 km/h sur leur partie la moins centrale (GT1) **FNAUT¹⁸, ADEME, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC***

Priorités proposées par 4 organisations

- Création d'une obligation de service public de gestion de données de consommations (GT5) **AMF¹⁹, ADEME, ACUF, CLER**
- Mettre en œuvre une offre globale de rénovation pour les particuliers à travers des plateformes locales de rénovation rassemblant l'ensemble des acteurs de l'information et de l'accompagnement, de la mise en œuvre et du financement (GT1) **CCI de France, FNE, ADEME, FNCCR**
- Rendre possible la définition de critères d'efficacité énergétique dans les documents d'urbanisme pour permettre aux collectivités territoriales de s'assurer de la bonne application des normes techniques applicables aux bâtiments. (GT5) **ADCF, ACUF, ARF, FNCCR**

¹⁵ Rénovation de grande envergure des bâtiments existants avec prise en compte des ménages en situation de précarité énergétique

¹⁶ La FNAUT comprend que cela inclut les écotaxes (taxe carbone, taxe kérosène, hausse de la TICPE sur le gazole, écotaxe poids lourds).

¹⁷ Pour le tertiaire

¹⁸ La FNAUT privilégie les mesures d'abaissement de la vitesse de 10 km/h hors agglomérations

¹⁹ Obligation de service public de gestion de données de consommations, toutes énergies confondues

Priorités proposées par trois organisations

- Etudier la généralisation des critères d'efficacité énergétique et d'utilisation d'énergies renouvelables dans les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), les Plans départementaux et programmes locaux de l'Habitat (PDH et PLH) et les Plans de Déplacement Urbains (PDU). (GT3) **ADCF, ACUF, ARF**

Priorités proposées par 2 organisations

- Mettre à profit les outils financiers publics pour favoriser l'efficacité énergétique (GT7) **CGPME, UPA**
- *Mettre en place un système de bonus/malus écologique sur l'électroménager en fonction de l'efficacité énergétique des équipements (GT1) **CFDT²⁰, 4D***

Priorités proposées par une seule organisation

- Multiplier et décentraliser les espaces info énergie et développer des guichets uniques d'information et de conseil (GT1) **ADEME**
- Réformer en profondeur le dispositif de diagnostic thermique en vue de réduire son coût tout en améliorant sa qualité et son efficacité, notamment sa compréhension par les particuliers (GT1) **FNE**
- Rendre plus claire, transparente et accessible l'information sur l'énergie pour les consommateurs. (GT5) **UPA**
- L'objectif du plan de déplacement universitaire est de résorber les dysfonctionnements de transport et d'améliorer la connaissance des facilités de transport qui sont à la disposition des personnels comme des étudiants (GT1) **CPU**
- *Favoriser le transport de marchandises par les voies ferroviaires et navigables. Poursuivre le développement des transports collectifs **Roland COURTEAU***
- Programmer une table ronde dédiée au sujet de la mobilité lors de la prochaine conférence environnementale, et la publication d'un plan d'urgence pour les transports pour donner la visibilité aux acteurs du secteur et aux ménages (GT 1) **MEDEF²¹**.
- des Plans de déplacement d'entreprises obligatoires, négociés entre partenaires sociaux²² **CFDT**
- Pour le transport de fret, les priorités portent aussi sur l'intermodalité mais avec un fort report modal et la construction par l'Etat, en concertation avec les régions, de plateformes intégrées (route, fer, eau, air)²³. **CFDT**
- Favoriser et soutenir les actions de sensibilisation, de formation et de conseil sur l'optimisation des usages du matériel agricole (GT1) **APCA**
- Mettre en place un programme global et systématique de rénovation de l'éclairage public dans les communes de moins de 10000 habitants²⁴ (GT1) **FNCCR**

2. Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2025 ? Quel type de scénarii possibles à horizon 2030 et 2050, dans le respect des engagements climatiques de la France ?

Priorités proposées par 13 organisations

- Privilégier une trajectoire robuste face aux risques et aux incertitudes, jouant sur un mix énergétique diversifié, à faibles émissions en gaz à effet de serre et fort contenu en emplois,

²⁰ Des systèmes de bonus / malus adaptés qui pénalisent les appareils énergivores et aident de manière ciblée les ménages modestes

²¹ Proposition MEDEF issue des travaux GT1

²² Proposition CFDT

²³ Proposition CFDT

²⁴ Sous forme de sous-programme du Facé pour les communes qui sont éligibles à ce Fonds déjà existant et d'avances remboursables pour les autres, voir fiche jointe en annexe 3

et sur une demande maîtrisée en tirant partie des meilleures technologies sur la durée, en respectant les engagements de la France. (GT2) **CGT, LPO, FNE, WWF France, GERES, RAC, MEDEF, REFEDD, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, AE, H&B**

- Considérer les scénarios sous un angle global toutes énergies et tous GES, combinant une réflexion et des leviers d'action à la fois sur l'offre et la demande, en visant des trajectoires ambitieuses et « sans regret »²⁵ pour la maîtrise de l'énergie (MDE). (GT2) **LPO, FNE, WWF France, GERES, RAC, REFEDD, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, CLER, AE, H&B**

Priorités proposées par 12 organisations

- Viser le facteur 2 en énergie en complément du facteur 4 sur tous GES à l'horizon 2050 (GT2) **LPO, FNE, WWF France, ADEME, RAC, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, CFDT, AE, FNH, GERES**

Priorités proposées par 9 organisations

- Lancer une étude pluraliste de faisabilité pour préciser les diverses trajectoires permettant d'atteindre l'objectif de 50% de nucléaire en 2025 et leurs conséquences, notamment économiques, sociales et environnementales. Elle devra être disponible pour éclairer les parlementaires avant l'examen du projet de loi d'orientation sur la transition énergétique. (GT2) **LPO, FNE, WWF France, REFEDD, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, AE, RAC**

Priorités proposées par 5 organisations

- Proposer des perspectives de long terme (2030, 2050) plus ambitieuses pour chaque filière EnR. (GT3) **LPO, FNE, WWF France, RAC, AE**
- Objectifs à 2030 : demander au Gouvernement d'intervenir au niveau de l'Union européenne pour que celle-ci se fixe, en cohérence avec ceux retenus en France, des objectifs ambitieux et globaux en matière d'efficacité énergétique, de développement des ENR et de réduction des GES. Certaines organisations représentant les employeurs souhaitent, plutôt qu'une combinaison d'objectifs, un seul objectif prioritaire sur les GES (GT2) **LPO, FNE, RAC, AE**
- Donner la priorité dans le mix énergétique aux énergies les plus intensives en emplois, non épuisables, permettant la meilleure maîtrise des prix et favorisant les investissements sur le territoire national, et dans les territoires au plus près des consommations. (GT7) **FNE, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, FNSEA**

Priorités proposées par 3 organisations

- Mettre en place une politique économique, notamment industrielle, en vue de maintenir et développer durablement des filières françaises de l'énergie et de l'efficacité énergétique, y compris avec des partenariats européens et en particulier pour tirer parti des secteurs émergents porteurs d'avenir. (GT2) **CFE-CGC, CCI de France, MEDEF**
- Faire évoluer, simplifier puis stabiliser le cadre administratif, réglementaire et financier, français et européen, pour le rendre plus encourageant pour les investissements en faveur de la transition énergétique. (GT2) **UPA, Jean-Claude MERCERON, MEDEF**
- Assurer un suivi des scénarios en poursuivant un travail partagé de consolidation des scénarios et de construction d'un dispositif de prospective pour analyser l'ensemble de leurs conséquences, y compris macro-économiques, sur les emplois, sur les secteurs et les territoires, et en utilisant des modèles de bouclage macro-économique existants et suffisamment diversifiés, dans le cadre d'une instance appropriée. A plus court terme, les

²⁵ Le groupe intergouvernemental d'évaluation du climat (GIEC) préconise de mettre en œuvre des mesures « sans regret » pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. On les appelle parfois mesures « utiles en tout état de cause ». Ce sont celles dont les bénéfices, tels que les économies d'énergie et les réductions de la pollution sur le plan local ou régional, sont au moins égaux à leur coût pour la société, quels que soient les avantages apportés par l'atténuation des incidences de l'évolution du climat.

scénarios existants pourraient être jaugés en utilisant des modèles de bouclage macro-économique existants et suffisamment diversifiés. (GT2) **UPA, REFEDD, FNSEA**

- *Allongement de la durée d'exploitation des réacteurs nucléaires. Demande que les prolongations de la durée de vie des réacteurs nucléaires au-delà de 30 ans fassent l'objet d'une décision politique (autorisation) prise sur les bases de données techniques (révision décennale entre autres), en assurant une participation du public conformément à la convention d'Aarhus avant la décision politique. (GT2). Décision de fermeture de la centrale de Fessenheim* **DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC**

Priorités proposées par 2 organisations

- L'évolution du mix devra être pilotée, selon les orientations initialement retenues, mais en prenant en compte l'évolution du contexte énergétique, économique, technologique, climatique et géopolitique mondial. (GT2) **CFE-CGC, MEDEF**
- Vecteurs énergétiques : le Groupe constate l'importance de l'équilibre offre-demande dans les réseaux, quel que soit le scénario retenu. Un renforcement du travail prospectif est nécessaire sur les différents types de réseaux et leurs fonctionnements combinés. (GT2) **Jean-Claude MERCERON, MEDEF**
- Inscrire la politique énergétique dans l'approche plus globale de la transition écologique. Le critère biodiversité a été pris en compte comme critère important d'évaluation des scénarios mais finalement peu documenté. Il faut donc engager des études approfondies pour améliorer la connaissance et permettre un suivi de la mise en œuvre de la stratégie. (GT2) **LPO, REFEDD**
- Donner à tous les acteurs une lisibilité de long terme en affichant dès à présent les objectifs de long terme de cette transition au-delà de 2020-2025 (GT7) **CGPME, FNE**
- Se doter des outils nécessaires pour mesurer et piloter les conséquences de la Transition énergétique sur la compétitivité de notre économie (GT7) **CGPME, UPA**
- *Dans la définition des trajectoires concernant le nucléaire, faire de la réduction des risques le critère prioritaire ; évaluer tout investissement supplémentaire sur les installations existantes au regard des impacts potentiels en terme d'emplois si les mêmes sommes étaient affectées dans l'efficacité énergétique et / ou les énergies renouvelables. (GT2)* **RAC, REFEDD, AE**
- *Lancer une étude multicritères pour déterminer les réacteurs à fermer en priorité. Demander à l'IRSN d'analyser l'ensemble des données dont il dispose sur chaque réacteur, en particulier ses points faibles qui peuvent être liés à l'âge, aux risques naturels, au niveau d'accidentologie, à la vitesse de vieillissement, etc., afin de déterminer par une analyse multicritères comparée les niveaux de sûreté des sites. A cette analyse des risques intrinsèques sera couplée une analyse des facteurs de risques externes, tels que la densité de population. Cette étude, qui devra déterminer les réacteurs à fermer en priorité, sera rendue publique et, en particulier, expliquée aux CLI et aux élus des territoires. (GT2)* **RAC, AE**
- *Décision de fermeture de la centrale de Fessenheim. La décision de fermeture de Fessenheim a soulevé de nombreux problèmes dont celui de savoir si le gouvernement était autorisé à fermer un réacteur (alors que l'Etat est l'actionnaire principal de l'exploitant). Demande d'intégrer une disposition législative dans le projet de loi pour permettre au pouvoir politique de fermer des centrales pour des raisons de politiques énergétiques. (GT2)* **RAC, AE**

Priorités proposées par 1 organisation

- Concernant l'énergie nucléaire, la réduction du risque nucléaire doit être une priorité, en prenant en compte autant les facteurs techniques que les facteurs sociaux, organisationnels et humains. (GT2) **FNE**
- Mieux prendre en compte l'urbanisme, l'aménagement du territoire et l'artificialisation des sols dans les divers scénarios. (GT2) **LPO**
- Établir des objectifs et des trajectoires soutenables d'un point de vue économique tout en permettant la création de filières industrielles nationales. (GT3) **CGPME**

- Conduire la transition énergétique, en l’accompagnant des outils de régulation pertinents, avec le souci de cohérence du rythme de développement de ses différentes composantes et avec la préoccupation de l’impact économique, territorial et de l’emploi, en solde net de la facture énergétique, en particulier pour les ménages les plus fragiles, pour les territoires les plus vulnérables et pour les entreprises les plus intensives en énergie. (GT2) **FNSEA**
- *Gaz de schiste : pour permettre une meilleure connaissance des ressources du sol français et des techniques d’extraction, engager un programme de recherche sur ces questions et étudier la possibilité d’une exploitation des gaz de schiste respectueuse de l’environnement (GT2)* **MEDEF**
- Pour le mix énergétique, il est indispensable de prévoir :
 - une accélération sérieuse des chantiers de sobriété et efficacité énergétique ;
 - un moindre recours au pétrole et une meilleure valorisation du gaz (de toutes origines) pour remplacer charbon et fuel ou gas oil ²⁶ **CFDT**
- Une optimisation de la fin de vie des centrales nucléaires avec un critère non négociable de sécurité et de sûreté mais sans référence à leur seul âge ; La réduction de la part du nucléaire dans la production d’électricité, à 60% à horizon 2030, semble plus atteignable que le scénario à 50 % en 2025²⁷ **CFDT**

3. Quels choix en matière d’énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l’énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ?

Priorités proposées par 7 organisations

- Un cadre réglementaire simple, lisible, stable, proportionné et cohérent avec les objectifs fixés. (GT3) **CGPME, UPA, RAC, MEDEF, CLER, 4D, AE**

Priorités proposées par 3 organisations

- Lancer l’expérimentation sur la « labellisation des entreprises responsables » pour les TPE-PME. (GT3) **CGPME, UPA, REFEDD**
- Solaire : Une large majorité du groupe considère qu’une fourchette d’objectifs [potentiels] comprise entre 15 à 25 GW en 2020 est souhaitable, sous réserve que cela se fasse sans conflit d’usage des sols et sous réserve d’une étude d’impact socio-économique. (GT3) **DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC**
- ICPE : le passage du régime d’autorisation au régime de déclaration est recommandé par la majorité du groupe. Un allègement des contraintes réglementaires modifiant les dispositions ICPE sur les radars et les VORs, et un assouplissement des règles de balisage est recommandé. (GT3) **DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC**
- *Au-delà de la réduction à 50% de la part nucléaire en 2025 : Fermer les réacteurs au plus tard en fin de vie (40 ans) ou, pour certains, plus rapidement afin de réduire les risques de sûreté ; réorienter dès maintenant la filière aval (retraitement, MOX) vers une filière d’excellence dans le démantèlement et la gestion des déchets. (GT2)* **DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC**

Priorités proposées par 2 organisations

- Favoriser le développement d’une politique européenne de l’efficacité énergétique et des énergies renouvelables (GT7) **UPA, WWF France**
- La loi permet le droit à l’expérimentation, sous réserve d’une obligation d’évaluation. Cette expérimentation [des collectivités territoriales] peut être étendue à l’énergie en veillant toutefois à tenir compte des risques de désoptimisation du système énergétique français. (GT5-7) **ADEME, RAC**

²⁶ Proposition CFDT

²⁷ Proposition CFDT

- Biomasse : tous les scénarios prévoient une utilisation forte de la biomasse. Dans le cadre de leur suivi, le groupe demande une analyse complète comparative des usages de la biomasse dans les scénarios en quantité, qualité, en provenance et en technique et filières de valorisation. (GT2) **LPO, WWF France**
- Une partie majoritaire des membres du groupe de travail est attachée à l'organisation actuelle des gestionnaires de transport et de distribution et n'est pas favorable au développement de gestionnaires locaux. (GT3) **CGT, MEDEF**
- La stratégie de développement des EnR doit pouvoir s'appuyer sur un réseau d'acteurs de toutes tailles et laisser la possibilité aux PME /PMI et ETI performantes qui couvrent l'ensemble de la chaîne de valeur de trouver leur place. (GT3) **CGPME, FNSEA**
- Le développement de la biomasse énergie doit se faire en lien avec les collectivités locales et les acteurs agricoles et forestiers. (GT3) **FNSEA, APCA**

Priorités proposées par 1 organisation

- Harmoniser les objectifs locaux et nationaux. (GT3) **CGPME**
- Se donner les moyens de piloter les trajectoires permettant d'atteindre les objectifs globaux 2020. (GT3) **MEDEF**
- Une large majorité du groupe de travail considère qu'il est nécessaire d'empêcher les dérives liées aux possibilités de recours des tiers, réduire les délais de recours et accélérer le traitement des contentieux. (GT3) **ADEME**
- Les aides à l'innovation et à la R&D existent mais les guichets sont nombreux : il faut restreindre le nombre de guichets et baisser les seuils d'éligibilité pour permettre aux PME de souscrire au soutien à la R&D. (GT3) **CGPME**
- Leur essor et leur potentielle diversification nécessite un partage clair des compétences entre l'Etat et les collectivités pour accompagner au plus près le développement de ces entreprises sur les territoires. (GT3) **AMF**
- Soutenir l'évolution des exploitations agricoles vers des agricultures triplement performantes, conciliant compétitivité, respect de l'environnement (économie d'intrants et d'énergie) et production d'énergies renouvelables grâce à la valorisation de la biomasse, du photovoltaïque sur toit, et de l'éolien (GT7) **FNSEA**
- En matière de développement de biocarburants/agrocarburants, une majorité de membres du groupe de travail souhaite un maintien du niveau d'incorporation actuel²⁸. **FNSEA**
- Promouvoir les filières des éco-matériaux et de la chimie du végétal, complémentaires des filières biomasse. (GT3) **FNSEA**

4. Quels coûts, quels bénéfices et quel financement de la transition énergétique ?

Priorités proposées par 19 organisations

- *Mise en place d'une contribution climat énergie afin de taxer la consommation d'énergie non-renouvelable (pour les émissions d'origine énergétique) et les émissions directes de gaz à effet de serre (pour les autres émissions). Tous les gaz à effet de serre doivent être pris en compte, et non seulement le CO₂ (GT1)* **LPO, FNE, WWF, GERES, ADEME, RAC, REFEDD, FNH, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, CFDT²⁹, CLER, ADCF, ACUF, ARF, 4D, AE, H&B**

Priorités proposées par 12 organisations

²⁸ Certaines ONG environnementales, en revanche, demandent l'arrêt du soutien à cette filière. (GT3)

²⁹ Contribution Climat Energie ou un équivalent avec une nouvelle CSPE (toutes énergies). Nécessite des correctifs sociaux envers les ménages modestes et des aides transitoires à l'investissement pour améliorer l'efficacité énergétique Si nécessaire, des taxes aux frontières de l'Europe doivent pénaliser les produits non respectueux des engagements internationaux sur l'environnement ou la santé (protocole de Kyoto et normes de l'OIT).

- Définition dans le SCoT ou le PLU les secteurs pour lequel le PTZ+ serait accordé ou plus important que dans d'autres zones, en fonction de critères de desserte par les transports en commun, de proximité aux services et/ou de mixité sociale (GT1) **FNAUT, LPO, RAC, FNH, AE, GERES, REFEDD, WWF, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, H&B**

Priorités proposées par 9 organisations

- Mobilisation d'une plus grande part de la collecte de l'épargne réglementée (LDD et livret A) au profit du financement d'investissements de la transition énergétique (GT4) **UPA, ADEME, RAC, FNH, CFDT, ADCF, ACUF, ARF, AE**
- *Orientation des investissements au profit d'infrastructures qui portent la transition énergétique (GT1) FNAUT³⁰, WWF France, GERES, REFEDD, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, H&B, FNH*

Priorités proposées par 8 organisations

- Accélérer le rythme des travaux contre la précarité énergétique (GT4) **PACT, Roland COURTEAU, FNE, FAP, GERES, FNH, 4D, H&B**

Priorités proposées par 7 organisations

- S'appuyer sur les Régions pour mettre en place les dispositifs d'information (guichet unique) et de financement (SEM, etc...) nécessaires au déploiement à grande échelle de la rénovation thermique des bâtiments (GT1) **RAC, CFDT³¹, CLER, ADCF, ACUF, ARF, AE**
- Adopter un programme d'investissement volontariste dans l'efficacité énergétique en mettant en place les outils d'accompagnement qui rendent économiquement exploitables les potentiels identifiés par le GT1 et en mobilisant les financements publics (BEI, BPI,...). (GT2) **CGPME, Jean-Claude MERCERON, FNE, MEDEF, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC**
- *« Un moratoire sur tout projet aéroportuaire, autoroutier et routier est demandé par de nombreux acteurs, de sorte à assurer que les investissements d'infrastructures soient véritablement bénéfiques à la transition énergétique. Certains acteurs sont favorables à une logique de priorité en faveur des investissements concourant à la transition énergétique plutôt que de moratoire³². » RAC, FNH, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, LPO, AE*
- *Bonifier les tarifs d'obligation d'achat EnR, lorsque le projet de production d'électricité fait l'objet d'une participation majoritaire d'une ou plusieurs collectivités territoriales, de citoyens et d'acteurs locaux. Par ailleurs, une partie substantielle des recettes induites par le projet (tarif d'achat, garanties d'origine) devra être mutualisée à l'échelle territoriale et affectée aux politiques de maîtrise de l'énergie. De manière générale, le dispositif d'obligation d'achat doit être stabilisé pour davantage de lisibilité pour les monteurs de projets. (GT3) FNE, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, ADCF, ACUF, ARF*

Priorités proposées par 6 organisations

- Instaurer une fiscalité écologique au service de la transition énergétique (GT4) **CFE-CGC, Roland COURTEAU³³, FNE, ADCF, ACUF, ARF**
- Faire de la Banque publique d'investissement (BPI) un outil central du financement de la transition énergétique pour nos entreprises, via une doctrine d'intervention renforcée et des supplémentaires dédiés (GT4) **UPA, GERES, RAC, REFEDD, FNH, AE**

³⁰ Pour favoriser un transfert vers des modes de transport moins consommateurs et moins polluants, il faut que les décisions relatives à la création des infrastructures se fassent en intégrant pleinement ces critères (rapport du GT2 présenté au CNDTE le 25 avril 2013).

³¹ Une offre globale et préfinancée dans une structure territoriale pilotée par la collectivité publique et apportant dans un guichet unique diagnostics, préconisations, montage financier, certifications et garanties. Ce service régional de l'efficacité énergétique doit comprendre un tiers financeur

³² Proposition RAC issue des travaux GT1

³³ Mise en place d'une fiscalité juste au service de la transition énergétique

- Mise en place d'un bouclier énergétique global (GT4) **PACT, FNE, FAP, GERES, CLER, 4D**
- *Etudier l'opportunité de création d'un fonds public indépendant, géré par la Caisse des Dépôts et Consignations, dédié au démantèlement du nucléaire, et son affectation au financement de la transition énergétique (GT4) **WWF France, RAC, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, AE***
- *Réalignement du taux de taxation (TICPE) du diesel sur celui de l'essence pour supprimer ce différentiel injustifié d'ici à 2017 (GT1) **RAC, FNH, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, AE***

Priorités proposées par 5 organisations

- Améliorer les dispositifs existants (CIDD, écoprêt à taux zéro, aides Anah, CEE,...) (GT4) **CGPME, PACT, UPA, AMF, MEDEF**
- *Appliquer le taux réduit de TVA de 5% aux travaux de rénovation incluant les services d'efficacité énergétique au même titre que les produits et services de première nécessité (GT1) **CGPME, PACT, UPA, FAP, GERES***
- Mettre en place rapidement les dispositifs d'éco-conditionnalité dans la filière construction, assortis d'éco-avantages pour accélérer la qualité des opérations d'amélioration énergétique et la formation des acteurs de la filière rénovation (GT1) **CGPME, FNE, ADEME, REFEDD, 4D**
- Afficher l'amélioration de la compétitivité de notre économie comme une priorité de la transition énergétique³⁴ (GT7) **CPU, UPA, CCI de France, MEDEF, FNSEA**

Priorités proposées par 4 organisations

- Intégrer dans la future CNTE une commission « emplois, formation et transition professionnelle ». (GT6) **CGT, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC**
- KfW à la française pour disposer de ressources amont à bas coûts (GT4) **FNE, RAC, AE, FNH**
- *Renforcer et pérenniser le fonds chaleur et mettre en œuvre un fonds de soutien à la mobilisation de la biomasse-énergie, de manière à permettre de maintenir le rythme actuel de développement de la chaleur renouvelable dans les réseaux de chaleur et atteindre l'objectif national de 3,2 MTep en 2020 puis 5 MTep en 2025. (GT3) **ADEME, ADCF, ACUF, ARF***
- *Créer une CSPE sur les factures de gaz, de fioul (voire chaleur) et affecter la recette supplémentaire aux actions de maîtrise de l'énergie dans le cadre du service public départemental de lutte contre la précarité énergétiques mais aussi au financement partiel des tarifs d'achat pour la cogénération gaz et biogaz. (GT3) **CLER, ADCF, ACUF, ARF***

Priorités proposées par 3 organisations

- Accompagner les entrepreneurs en les sensibilisant, informant ou formant aux enjeux de la transition énergétique en mettant en place selon des modalités adaptées des prestations conseil/appui aux PME /TPE. (GT6) **CGPME, UPA, CCI de France**
- Demander à la Cour des comptes de poursuivre ses études sur les coûts du nucléaire, notamment pour réduire l'écart entre les évaluations des experts sur le coût du nucléaire (demande conjointe avec GT4). (GT2) **LPO, RAC, AE**
- La France doit pousser à des objectifs européens renforcés à 2030 afin de dynamiser le marché des quotas CO2 (GT4) **FNE, RAC, AE**
- Considérer les prêts pour travaux d'amélioration énergétique comme des prêts immobiliers (abaisser le seuil de 75000 à 6000 €) pour bénéficier de conditions plus favorables (taux usure abaissé à 5% contre 11% TEG aujourd'hui pour 19000 €, durée du prêt plus élevée) (modification législative mineure – neutre pour l'Etat) (GT4) **FNE, FAP, FNCCR**
- *Le kérosène utilisé dans l'aviation est le seul carburant absolument non taxé en dépit de l'impact très néfaste de l'aviation sur l'environnement et les émissions de gaz à effet de serre. Il est juridiquement possible de taxer le kérosène utilisé sur les vols intérieur. Cela permettrait de*

³⁴ Complément proposé par la CPU : « par l'enseignement supérieur et la recherche »

dégager 550 millions d'euros pour le budget de l'état, rien que pour les vols intérieurs (GT1)
RAC, FNH, AE

Priorités proposées par 2 organisations

- S'efforcer par la R&D française et européenne de faire sauter les verrous technologiques et d'accompagner les mutations sociales pour faciliter la transition énergétique, en incluant les PME et TPE, et en assurant une bonne articulation entre la recherche industrielle et l'ensemble des technologies de rupture. (GT2) **CPU, CGT**
- Retenir l'innovation en matière énergétique (production, efficacité, stockage, réseaux) comme un axe prioritaire de la transition énergétique (GT7) **CFE-CGC, CCI de France**
- Optimiser les investissements de la transition énergétique en pilotant enfin un véritable plan stratégique national, en priorisant les actions les plus efficaces d'un point de vue économique, environnemental et social (GT4) **CFE-CGC, MEDEF**
- Simplification de l'obtention du visa de l'Autorité des Marchés Financiers pour l'émission d'Offres Publiques de Titres Financiers pour les projets citoyens (GT5) **FNE, CLER**
- Renouveler le plan de performance énergétique (PPE) des exploitations agricoles pour la période 2014-2020 avec des moyens stables et conséquents (GT1) **FNSEA, APCA**
- *Comparer l'ensemble des risques technologiques majeurs avec le nucléaire, en évaluer le coût de l'assurance et en tirer les conséquences Aujourd'hui les installations nucléaires en France sont assurées pour un montant maximum très faible. C'est l'Etat et les citoyens qui couvriront les frais en cas d'accident.* (GT2) **RAC, AE**

Priorités proposées par une organisation

- Renforcer la politique de soutien aux activités écono-intensives soumises à la concurrence internationale ainsi qu'aux secteurs économiques fragiles affectés par la transition énergétique (GT7) **MEDEF**
- Soutenir les industries et activités de l'efficacité énergétique active et passive, pour faire de l'économie verte française un pôle d'excellence (GT7) **FNE**
- Aider à la modernisation de notre appareil de production (GT7) **UPA**
- Miser sur l'innovation des offres de formation dans la liaison société numérique/transition énergétique. (GT6) **CPU**
- Adapter le système de formation aux besoins des petites entreprises (modalités, horaires, remplacement ...). (GT6) **CGPME**
- Renforcer la formation des formateurs en distinguant ce qui relève de la formation des enseignants et ce qui concerne les formateurs proprement dits. (GT6) **FNE**
- Mettre à jour, dans les conventions collectives et statuts publics, les critères classant pour reconnaître les nouvelles compétences exigées (par DD et TE) dans les grilles de qualifications. (GT6) **FNE**
- Les principes de la RSE devraient alimenter l'ensemble des acteurs pour une optimisation de leurs comportements décisionnels, managériaux et professionnels. (GT6) **CFE-CGC**
- Etablir une PPI réseau électrique et une PPI réseau gaz qui porteront sur le transport (GT5) **CFE-CGC**
- Inscrire les décisions qui sortiront du débat dans une loi de programmation donnant un cadre financier pour les 10 ans à venir (GT4) **MEDEF**
- Favoriser le développement des circuits courts de financement sur les territoires (GT4) **FNH**
- Etudier la possibilité de création d'une Société de Financement de la Transition (GT4) **FNH**
- Maîtriser l'évolution de la CSPE (GT4) **MEDEF**
- Débat sur l'opportunité, la faisabilité et les modalités d'une optimisation des usages de la CSPE, de sa généralisation à tous les vecteurs énergétiques, et de l'extension des missions de service public qu'elle finance (GT4) **FNH**
- Etudier l'opportunité de supprimer l'abonnement dans la facture de gaz et d'électricité (GT4) **FAP**

- *Maintenir les actifs existants pour dégager des sources de financement de la transition énergétique ? (GT4) **MEDEF***
- *Rendre accessible l'épargne réalisée via les Plans d'épargne entreprise pour la réalisation de travaux d'économie d'énergie (GT1) **UPA***
- *Graduer des aides d'état sur les péages en favorisant le transport combiné et le wagon isolé et maintien de l'aide gouvernementale sur les péages fret en graduant cette aide selon les secteurs de marchés (favorisant le transport combiné et le wagon isolé) (GT1) **FNAUT***
- *Mise en place de critères d'éco-conditionnalité des aides financières y compris des prêts bancaires, cela passe par un travail d'identification des critères d'éco-conditionnalité avec les acteurs de la banque et de la finance et de formation de leurs opérateurs (GT1) **REFEDD***
- *Défiscalisation : clarifier l'éligibilité des technologies et systèmes de stockage à la défiscalisation, mettre en place des plafonds de base défiscalisables sur le solaire thermique, analyser possibilité de retour du PV en sites isolés du réseau. (GT3) **MOM***
- *Mettre en place un tarif d'autoconsommation avec stockage pour le photovoltaïque et adapter les critères d'intégration aux contraintes cycloniques des îles (surimposition). (GT3) **MOM***
- *Relever le tarif actuel de la géothermie (13 c€/kWh), inférieur à celui fixé pour la métropole (20 à 28 c€/kWh) alors même que les coûts sont plus élevés outre-mer. Un tarif compris entre 17 et 20 c€/kWh plus l'application de la défiscalisation permettraient de déclencher de nouveaux investissements dans cette filière. (GT3) **MOM***
- *Relever le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les équipements solaires thermiques de 10 % dans les régions ultramarines par rapport à la métropole. (GT3) **MOM***
- *Créer les conditions de mise en application du financement de la MDE et du stockage d'énergie dans les DOM sur la base de l'amendement « Eckert » (N°221) par compensation CSPE. (GT3) **MOM***
- *Exonérer d'octroi de mer tous les systèmes de production d'énergies renouvelables et, à l'inverse, le majorer pour les installations et appareils énergivores. L'octroi de mer est une taxe qui alimente les budgets des collectivités (régions, départements, communes) dans les DOM. Son régime se caractérise par un fonctionnement complexe qui a subi de multiples adaptations pour y intégrer les énergies renouvelables. La complexité du mécanisme est difficile à gérer par les opérateurs. (GT3) **MOM***
- *Adapter les lois Montagne et Littoral : il est imposé que l'extension de l'urbanisation se réalise en continuité avec les agglomérations et villages existants. Or cette règle n'est pas compatible avec les pratiques d'implantations des éoliennes et des centrales photovoltaïques au sol qui se construisent à distance des habitations (GT3) **MOM***
- *Construire un cadre réglementaire adapté à l'importation d'électricité d'origine renouvelable dans les DOM COM (notamment pour la géothermie dans les Antilles) ; renforcer la RT (Réglementation Thermique) DOM en imposant une couverture en tout ou partie de l'appel de puissance en milieu de journée par le solaire photovoltaïque dans les bâtiments nécessitant un système actif de climatisation. (GT3) **MOM***
- *Simplifier la réglementation applicable à l'éolien au regard des spécificités climatiques des régions ultramarines (cyclone, corrosion...). (GT3) **MOM***
- *Instaurer une « redevance communale des mines » portant sur l'exploitation de sites géothermiques à des fins de production d'électricité pour intéresser les acteurs locaux au développement de la géothermie. Par ailleurs, pour que des opérateurs privés puissent se lancer dans la réalisation de tels projets, il conviendra de palier le risque géologique en mettant en place un outil de couverture de risque pour les forages d'exploration et de production relatifs à la haute énergie. (GT3) **MOM***
- *La loi permet le droit à l'expérimentation, sous réserve d'une obligation d'évaluation. Cette expérimentation [des collectivités territoriales] peut être étendue à l'énergie en veillant toutefois à tenir compte des risques de désoptimisation du système énergétique français. (GT5) **CLER***
- *Pour la méthanisation, il est demandé la reconduction du fonds déchet géré par l'ADEME avec une augmentation de ces moyens financiers. (GT3) **FNSEA***

Recommandations non classables dans les 4 questions

Priorités proposées par 14 organisations

- Décentraliser la mise en œuvre de la transition énergétique en renforçant les compétences des territoires (GT5) **Jean-Claude MERCERON, Roland COURTEAU³⁵, AMF, FNE, RAC, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC, CLER, ADCF, ACUF, ARF, 4D, AE**

Priorités proposées par 4 organisations

- Renforcer et réformer le Conseil supérieur de l'énergie. Sous le nom de « Conseil supérieur d'orientation de la transition énergétique (GT5) **CPU³⁶, DENIS BAUPIN, YVES COCHET, RONAN DANTEC**

Priorités proposées par 3 organisations

- *Il est donc essentiel de faire des Schémas régionaux climat air énergie (SRCAE) des documents stratégiques et co-construits. Certains participants proposent de les rendre opposables, c'est-à-dire que les autres documents de planification, voire les grands projets d'énergie soient compatibles avec leurs orientations (GT5, non repris dans le document de synthèse)³⁷ **RAC, CLER, AE***
- *La redistribution des compétences devra s'accompagner d'espaces de concertation et de négociation avec les acteurs du territoire. Ces espaces doivent se trouver au plus près possible du « bassin de vie ». Dans cette logique, l'articulation entre PCET et SRCAE doit être assurée (GT5, non repris dans le document de synthèse)³⁸ **RAC, CLER, AE***

Priorités proposées par 2 organisations

- Créer un comité stratégique adossé au CA de l'ADEME (GT5) en intégrant la **CPU** (universités) dans ce comité et dans le CA. **CGPME**

Priorités proposées par une organisation

- Au-delà des énergies relevant de services publics, la loi doit préciser les modalités de fourniture des données énergétiques des opérateurs, notamment les pétroliers, aux collectivités territoriales pour la conduite de leurs politiques de transition énergétique. (GT5)³⁹ **ACUF**
- **ANTICIPATION, ACCOMPAGNEMENT ET SECURISATION DES TRANSITIONS PROFESSIONNELLES⁴⁰ **CFDT****

³⁵ Décentraliser la mise en œuvre de la transition énergétique en élargissant les compétences des collectivités territoriales

³⁶ En intégrant la CPU dans le CA (Proposition CPU)

³⁷ Proposition RAC, issue des travaux GT5

³⁸ Proposition RAC issue des travaux GT5

³⁹ Proposition ACUF issue des travaux GT5

⁴⁰ Proposition CFDT – voir détail en annexe 3

Annexe 3 – Propositions transmises par les organisations du Conseil national du débat

Voir les documents transmis par voie électronique et téléchargeables sur le site internet du débat, www.transition-energetique.gouv.fr